

LES SORTIES DE L'ANP SE SONT MULTIPLIÉES CES JOURS-CI À TIPASA

2 terroristes abattus et leurs armes récupérées

Malgré le renforcement, en hommes et moyens, des mesures prises pour la sécurisation de la longue bande frontalière qui sépare le pays de nos voisins du Sud et du Sud-Est, la lutte contre les groupuscules terroristes disséminés çà et là au nord du pays demeure toujours aussi ferme. C'est en tous les cas ce que suggère le flot d'informations quotidiennes émis par le ministère de la Défense.

Ainsi, si l'on doit se fier aux communiqués diffusés par les canaux officiels du MDN depuis le début de cette semaine, les troupes de l'ANP ont particulièrement mis dans leur ligne de mire, entre autres localités, la wilaya de Tipasa où, entre vendredi dernier et avant-hier lundi, plusieurs opérations ont été menées.

Vendredi dernier, donc, c'est lors d'une patrouille que les militaires ont découvert une bombe de fabrication artisanale et du matériel destiné à la fabrication de système de détonation. Une découverte qui allait être suivie

par la mise au jour, quelques heures plus tard, d'une casemate pour terroristes contenant des denrées alimentaires ainsi que divers objets.

De quoi alerter sur la présence de terroristes dans les parages.

En effet, dimanche dernier, alors que les recherches se poursuivaient à Tipasa, d'autres détachements entamaient des missions du même genre dans les maquis de la voisine Chlef et à l'est du pays, dans la wilaya de Jijel.

Lors de cette journée de dimanche, sur les trois wilayas,



Les éléments de l'ANP en patrouille.

ce ne sont pas moins de douze casemates, huit bombes de fabrication artisanale, du matériel d'émission et de réception,

des téléphones et divers objets qui ont été découverts par les détachements de l'ANP, de sortie ce jour-là. Les recherches se

sont poursuivies jusqu'à lundi dans la soirée, après la découverte et la destruction de deux bombes artisanales et la localisation des terroristes à Aghbal, une quinzaine de kilomètres du chef-lieu de daïra de Gouraya, à l'ouest de la wilaya de Tipasa.

Selon un communiqué du MDN, suite à une embuscade, deux terroristes ont été abattus et leurs armes, des kalachnikovs, récupérées. L'opération se poursuivait lorsque le MDN donnait ce bilan, apparemment partiel.

Par ailleurs, dans la même journée de lundi, un autre détachement de l'ANP a découvert, lors d'un ratissage mené près d'El-Milia, dans la wilaya de Jijel, un atelier de fabrication d'explosifs avec tous les matériaux et outils afférents ainsi que divers objets.

A. M.

LE PARTI DE BENYOUNÈS RÉPOND À ABDELHAKIM BETTACHE :

«C'est le MPA qui a fait de vous maire d'Alger-Centre»

Dans sa réplique à son désormais ex-coordonnateur de la fédération du parti au niveau de la capitale, la direction nationale du Mouvement populaire algérien (MPA) rappelle à Abdelhakim Bettache qu'il «n'aurait jamais été maire d'Alger-Centre sans la casquette du MPA».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Artillerie lourde que celle utilisée par le chargé de la communication du MPA dans sa réplique au désormais ex-coordonnateur de la fédération de la capitale du parti et maire de la plus emblématique des communes du pays, celle d'Alger-Centre. «Durant vingt ans de candidature et trente ans de militantisme dans 4 partis différents, l'ex-coordonnateur n'a eu le privilège

d'être élu maire d'Alger-Centre que sous la bannière du MPA», s'exclamait, hier, Cheikh Barbara dans une conférence de presse. Manière subtile pour le député de Tissemsilt et chef de groupe parlementaire du parti de détruire le propos de Bettache selon lequel «c'est lui qui a apporté un plus au parti et pas l'inverse». Et de lancer une sorte de défi au maire d'Alger-Centre en promettant la «victoire» du MPA dans cette commune, lors des élections locales de novembre prochain, avec l'ambition minimale de maintenir sa position de troisième force politique nationale acquise lors des élections locales de novembre 2012, si ce n'est plus.

Auparavant, le chargé de communication du MPA est revenu dans le détail dans ce feuilleton de la démission-retrait de confiance de l'ex-coordonnateur du parti au

niveau d'Alger. Il a évoqué, dans ce cadre, une requête présentée par 265 cadres du parti au niveau de la capitale, au secrétaire national à l'organique recommandant son renvoi pour un ensemble de raisons. Dont l'instabilité du bureau d'Alger avec des changements récurrents dont le dernier a vu Bettache placer «pas moins de 5 fonctionnaires d'Alger-Centre sur les 11 que compte l'instance, l'exclusion des cadres du Conseil de la wilaya et surtout les résultats du parti aux élections législatives du 4 mai dernier».

Avec, précise l'orateur, «la quatrième place du MPA au niveau d'Alger-Centre et la onzième position au niveau de la capitale, alors que l'ex-coordonnateur promettait un minimum de six sièges de député».

Ceci dit, précise encore Barbara, «dans sa tentative d'apaisement, le secrétaire national chargé de l'organique, a proposé à Bettache de rester membre du Conseil national et maire d'Alger-Centre. Mais, il lui a expliqué qu'il ne pouvait pas rester à la tête de la coordination d'Alger».

Proposition pour laquelle le concerné a



Amara Benyounès, SG du MPA.

«demandé un moment de réflexion avant de nous surprendre par sa démission des instances du parti dans les colonnes de la presse».

M. K.

ILS ONT PRIS PART À L'ORGANISATION D'UN SÉMINAIRE LE WEEK-END DERNIER

Deux animateurs du RPK poursuivis pour «attroupement illégal»

Deux cadres du Rassemblement pour la Kabylie (RPK) ont été convoqués par la Brigade de la gendarmerie de Taboukert, à l'est de Tizi-Ouzou. Une convocation à laquelle les deux animateurs de l'organisation politique nouvellement créée ont répondu le plus normalement.

Après leur audition, trois heures durant, selon un communiqué du Mouvement, il leur a été notifié qu'une poursuite judiciaire est engagée à leur encontre par le parquet pour motif d'«attroupement illégal».

Par ce vocable, il est reproché aux deux cadres d'avoir organisé le séminaire du RPK tenu le

week-end dernier, à Arous, dans la daïra de Larbaâ-Nath-Irathen.

Selon le signataire du communiqué faisant état de ces poursuites, le séminaire a été organisé dans une propriété privée, «donc la qualification d'attroupement public est sans fondement». Et au communiqué du RPK d'affirmer que le 4 juillet dernier, une demande

officielle revêtue de l'avis favorable du P/APC de Tizi-Rached a été engagée auprès des autorités locales et de wilaya, mais «au mépris de la loi qui oblige le wali à répondre dans un délai de 5 jours, une interdiction nous a été notifiée le 13 juillet, soit près de 10 jours après».

Le RPK a décidé d'engager un collectif d'avocats pour la défense de ses cadres poursuivis et «usera de tous les voies et moyens pour consacrer son droit à une existence légale», conclut le communiqué du RPK.

A. M.

CONSEILLER À LA PRÉSIDENTENCE DE LA RÉPUBLIQUE

Décès de Kamel-Rezzag Bara



l'extrémisme violent dans des séminaires et conférences sur ces thèmes. L'enterrement a eu lieu hier au cimetière El-Alia (Alger), selon des membres de la famille du défunt.

Le conseiller à la présidence de la République, Kamel-Rezzag Bara, est décédé hier à l'aube dans une clinique à Alger, a-t-on appris auprès de ses proches.

Spécialiste dans les questions sécuritaires, cet ancien diplomate a occupé plusieurs fonctions et responsabilités au sein des institutions de l'Etat, dont celui de président de l'Observatoire national des droits de l'homme (ONDH) avant d'être désigné conseiller à la présidence de la République en 2005.

Le défunt intervenait souvent sur les questions liées à la paix, à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme et

APS